

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 30 SEPTEMBRE 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI -

0,50F

EDITORIAL

IL FAUT SE PREPARER A LA LUTTE !

Les trois syndicalistes arrêtés arbitrairement par l'administration coloniale en Guadeloupe ont été relâchés. Le pouvoir et sa justice devant l'ampleur de la protestation populaire a dû reculer.

Maintenant il reste que des poursuites sont engagées contre ces syndicalistes. Il faut rester vigilants et réagir à la moindre velléité de l'administration de les frapper de nouveau.

D'une manière générale, en cette période de mécontentement populaire qui grandit, le pouvoir s'apprête de nouveau à réprimer les travailleurs de Guadeloupe pour tuer dans l'oeuf tout mouvement de mécontentement.

Ne l'oublions pas, l'affaire des trois syndicalistes n'a été que la conséquence des luttes menées par les paysans du nord de la Guadeloupe. Paysans qui sont en colère devant la menace que fait peser sur eux l'implantation de la très puissante Compagnie Fruitière sur les terres plantées actuellement en canne.

Les travailleurs des usines à sucre eux aussi sont inquiets, car ils sont menacés de licenciement si les usines ferment leurs portes.

Tous les travailleurs de Guadeloupe doivent non seulement se sentir solidaires des travailleurs du sucre et des petits planteurs de canne, mais aussi les aider dans leurs luttes contre les grands capitalistes bananiers et sucriers.

C'est pourquoi nous appelons tous, ouvriers et paysans, à exiger que la terre appartienne à ceux qui la travaillent.

Nous disons : "DEHORS LES PROPRIETAIRES FONCIERS - LA TERRE A CEUX QUI LA TRAVAILLENT."

Mais si les travailleurs de toute la Guadeloupe se sont sentis solidaires des trois syndicalistes arrêtés, il y a quelques jours, c'est parce que eux aussi, ils en ont assez de la situation actuelle.

OUI ! NOUS EN AVONS TOUS ASSEZ !

- Assez du mépris du gouvernement français pour notre peuple. Car c'est du mépris que de décider froidement, sans nous consulter, de bouleverser complètement l'économie, pour permettre à une poignée de requins capitalistes d'empocher des profits sur le dos des travailleurs.

- Assez des fermetures d'entreprises

(suite page 2)

MARTINIQUE

MENACE DE LICENCIEMENT CONTRE LES INSTITUTEURS SUPPLEANTS.

Le syndicat des instituteurs (S.N.I.-P.E.G.C.) vient d'appeler les instituteurs suppléants à boycotter le concours du C.A.P. prévu pour le 10 octobre.

Ce concours en effet n'est ni plus ni moins qu'une mesure répressive prise à l'encontre d'une catégorie d'enseignants et visant à éliminer un grand nombre d'entre eux de la fonction publique.

Les instituteurs suppléants qui sont environ 400 en Martinique, n'ont aucune garantie d'emploi.

Pour tenter de sortir de cette situation instable et précaire, plus de la moitié d'entre eux ont préparé de leur propre initiative, le C.A.P. et sont donc en possession de ce diplôme. Malgré cela ils n'ont pas été pour autant titularisés.

Or le ministre de l'Education vient de prendre un décret qui oblige tous les instituteurs suppléants à subir un nouveau concours. Concours à l'issue duquel 80 places de titulaires seulement

sont offertes aux instituteurs, ce qui signifie que 320 d'entre eux environ, resteront suppléants qu'ils aient auparavant déjà été en possession de leur C.A.P. ou non.

Quand aux 121 instituteurs suppléants recrutés avec le brevet élémentaire, ils devront tout simplement préparer le baccalauréat sous peine d'être licenciés et ceci bien que la plupart d'entre eux compte déjà plus d'une dizaine d'années d'enseignement derrière eux.

Austérité oblige, l'administration veut se débarrasser ainsi de nombreux instituteurs suppléants. Les instituteurs ont décidé de riposter en boycottant le concours. Ils envisagent une grève si aucune solution n'est apportée à leur revendication, ils exigent :

- la titularisation de tous les instituteurs suppléants titulaires du C.A.P. et comptant au moins trois années de mise à la disposition de l'Education Nationale.

- des crédits pour la formation des instituteurs suppléants à la Martinique.

LAMENTIN GUADELOUPE

CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE PAYER L'ADDUCTION D'EAU

En ce qui concerne la distribution d'eau au Lamentin, le maire du Lamentin a déclaré que si le prix de l'eau est élevé, c'est en grande partie du fait que la commune n'a pas d'argent, et que le Conseil Municipal pour financer les tranches d'adduction d'eau, était obligé de faire payer la population.

Il faut rappeler en effet, que celle-ci se plaint énormément du montant de la redevance communale qu'elle trouve exagérément élevée. M. Dagonia dans ses propos a reconnu le fait. Mais il trouve normal que les travailleurs paient des travaux que l'état aurait dû prendre à sa charge. Mais quoiqu'il en soit Monsieur Dagonia, qui se dit "socialiste" devrait savoir qu'il y a eu en la matière une autre politique. C'est celle qui consisterait à faire financer l'adduction d'eau soit par les riches et les puissants de cette commune, soit par le département au moyen d'autres types de financement.

Mais pour faire payer les riches ou pour exiger que l'état prenne en charge

des travaux d'adduction d'eau, il faudrait mobiliser la population laborieuse de la commune. Mais précisément des hommes politiques tels que Dagonia tout socialistes qu'ils soient répugnent à une telle mobilisation et ne font jamais appel à elle. Le seul moment où le "peuple" les intéresse c'est quand celui-ci vote. Car ils ont alors besoin de ses votes.

ACHETEZ, LISEZ COMBAT OUVRIER
MENSUEL N° 90

J. BIBRAC

Directeur de publication : ~~XXXXXXXXXX~~
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
6ème supplément au mensuel N° 90

Martinique

GRÈVE DES PETITS COMMERÇANTS

Mardi 26, à l'appel du CID-UNATI, les commerçants faisaient une journée de grève pour protester contre les mesures de saisie qui les menacent, cela parce qu'ils refusent d'acquitter leurs cotisations à la Caisse d'Assurance Vieillesse.

Le petit commerce ne peut plus survivre dans ce monde où tout est contrôlé et dirigé par le gros négoce. De plus, l'Etat s'acharne à accabler par le biais de taxes et de nombreuses charges, les petits commerçants.

En contrepartie, les petits commerçants n'ont même pas l'avantage de bénéficier des lois d'assurance-maladie et maternité.

De nombreux commerçants sont l'objet, en ce moment même, de saisies-arrêts qui ne peuvent que les précipiter dans la faillite.

Les petits commerçants admettent que les assurances-vieillesse sont un avantage, mais estiment qu'ils devraient aussi avoir l'assurance maladie-maternité, réclamée depuis si longtemps.

LAMENTIN (Gpe)

AU SUJET DE L'EAU :

UNE DECLARATION FALLACIEUSE
DU SÉNATEUR-MAIRE DAGONIA

Suite au mécontentement qui règne dans la commune du Lamentin au sujet de l'eau, le maire Georges Dagonia répondait à une question d'un journaliste de FR3 sur l'irrégularité avec laquelle se fait la distribution. M. Dagonia déclarait que cette situation est due en particulier à un "cataclysme naturel, qui a entraîné une rupture de canalisation et contre lequel l'on ne peut rien". Il a ensuite ajouté qu'il faudra attendre la fin du mois d'octobre pour que le problème soit réglé.

Décidément, le sénateur-maire Dagonia prend la population du Lamentin, ou pour des naïfs ou pour des imbéciles.

Certes, il est peut-être difficile de réparer la rupture de canalisation à l'endroit où elle s'est produite, mais dire qu'il s'agit "d'un cataclysme naturel" contre lequel l'on ne peut rien, c'est aller un peu fort. M. Dagonia oublie-t-il que nous sommes au vingtième siècle, et que la technique moderne a pu venir à bout de difficultés de loin plus grandes en matière de distribution d'eau courante ?

Du reste, en indiquant qu'il avait pu trouver ici même deux citernes en plastique, M. Dagonia se contredit lui-même. Et puis si vraiment le maire qu'il est avait le souci de régler les problèmes de "ses administrés", il s'y serait pris autrement, et beaucoup plus tôt pour trouver une solution à ces problèmes d'eau.

En effet, cela fait des mois que cela dure et il a fallu vraiment que les gens se fâchent et aillent le trouver dans sa mairie, pour qu'enfin il juge bon de s'expliquer. Mais l'on peut douter que ses explications soient prises au sérieux. N'a-t-on pas entendu trois de ses conseillers municipaux le contredire dès jeudi matin à la radio ?

POINTE-À-PITRE

Le mécontentement grandit au Centre Hospitalier

La situation des travailleurs, au Centre Hospitalier de Pointe-à-Pitre, est de plus en plus intenable. En effet, l'ouverture du nouveau centre, si elle a augmenté la capacité d'accueil de l'hôpital, n'a pas été accompagnée d'un recrutement de personnel suffisant.

Par ailleurs, le personnel en congé n'étant pas remplacé la plupart du temps, les employés sont surchargés de travail.

Il y a environ deux semaines, le personnel du bureau débrayait pour s'opposer au mauvais éclairage et à l'exiguïté des locaux. La semaine dernière, c'était au tour du laboratoire d'engager une action : les laborantins, en nombre insuffisant, voyaient les analyses s'accumuler sans qu'ils disposent même de tout le matériel nécessaire ; de plus, on leur imposait deux gardes (services de

nuît) par semaine. Ils décidèrent de ne plus faire davantage qu'il ne leur était décentement possible de faire, et de déposer une motion de protestation à la direction. Celle-ci leur promit l'arrivée de laborantins et de matériel pour octobre.

A l'ancien hôpital, le personnel de l'hémodialyse était prêt à entrer en grève si des réparations n'étaient pas effectuées dans une salle technique.

Ces réactions du personnel sont le signe d'un profond mécontentement du personnel hospitalier : en fait, c'est dans tous les services que de tels problèmes se posent. Une réunion du personnel doit se tenir lundi, et il se pourrait fort que les travailleurs décident d'une action plus dure, à l'échelle de tout l'établissement. Seul un tel mouvement pourrait résoudre leurs problèmes.

o o o o o

EDITORIAL (suite)

- Assez des licenciements qui nous menacent en permanence.
- Assez d'être de plus en plus des étrangers dans notre propre pays, et d'être contraints à l'exil.

- Assez de nous voir réduits à l'état de chômeurs ou de clochards

NOUS VOULONS VIVRE DÉCENTEMENT DANS NOTRE PAYS. NOUS EXIGEONS LE DROIT D'Y AVOIR UN EMPLOI ET D'Y DECIDER DE CE QUI DOIT Y ETRE RÉALISÉ.

CE NE SONT PAS DES GENS QUI SONT A 7.000 KM QUI DOIVENT RÉGLER NOS PROBLÈMES, MAIS NOUS-MEMES.

Ce mécontentement, il faut l'exprimer. Il faut crier que nous n'accepterons plus d'être des victimes consentantes.

Les organisations discutent beaucoup de faire quelque chose. Elles se sont réunies pour préparer une grève générale. Mais elles n'ont pu se mettre d'accord.

Il faut nous préparer, même sans elles à entamer une lutte qui regroupe tous les travailleurs. Il faut faire comprendre à toutes nos organisations syndicales ou politiques, qui parlent en notre nom, que le moment d'agir est plus qu'arrivé.

Nous ne changerons quelque chose à notre sort que si cette action s'engage. Et cela dès maintenant.

Travailleurs !

Nous devons nous préparer à une offensive générale contre les patrons des villes et des campagnes et contre l'Etat-patron.

Comptons d'abord sur nos propres forces avant tout, et non pas sur ceux qui se montrent incapables d'engager aucune action d'envergure.

TOUS EN LUTTE !

ORGANISONS-NOUS DANS TOUTES LES ENTREPRISES,

POUR DIRE :

- NON AUX DECISIONS PRISES EN DEHORS DES TRAVAILLEURS

- NON A LA RUINE DES PETITS PLANTEURS

- NON A LA FERMETURE DES USINES A SUCRE

- NON A TOUS LES LICENCIEMENTS

- PROPRIETAIRES FONCIERS DE LA COMPAGNIE FRUITIERE ET DES SOCIETES SUCRIERES :

"HORS D'ICI !"

- LA TERRE A CEUX QUI LA TRAVAILLENT

- CONTRÔLE DES TRAVAILLEURS SUR TOUTES LES ENTREPRISES !

NICARAGUA

SOMOZA EN SURSIS !

Les combats se sont arrêtés au Nicaragua. Le dictateur sanglant SOMOZA bénéficie d'un sursis.

Mais les combattants du Front Sandiniste et le peuple nicaraguayen, s'ils ont subi de lourdes pertes, n'en ont pas pour autant été écrasés. Les sandinistes eux-mêmes déclarent que leur combat va reprendre dans peu de temps.

Mais le principal problème auquel s'est heurtée l'opposition à SOMOZA, c'est le soutien ou au moins la passi-

vité dont les impérialistes américains ont fait preuve vis-à-vis du dictateur.

Les USA ont agi ainsi parce qu'ils ne trouvaient pas une solution de rechange acceptable. Aujourd'hui, la situation a légèrement évolué. Les partis bourgeois modérés et la gauche nicaraguayenne viennent de constituer un gouvernement provisoire qui a reçu l'aval des combattants sandinistes. Il ne lui reste plus qu'à recevoir la bénédiction de l'impérialisme américain.

Tout dépendra alors des garanties politiques que les USA recevront lors de leurs pourparlers avec le gouvernement provisoire.

o - o - o